

QUE TIENT *dans sa main*  
*la statue de la rue*  
*de l'Homme-Armé?*

**GOURDIN.** Cachée dans sa petite niche, à hauteur d'yeux, la statue n'est pas la plus majestueuse du paysage toulousain. La sculpture de pierre d'une cinquantaine de centimètres semble représenter un petit homme avec un objet mystérieux à la main.

Pour observer la sculpture, il faut d'abord la trouver. La rue de l'Homme-Armé est une dérivation de celle des Moulins, celle qui relie la rue de la Fonderie à l'avenue Maurice Hauriou. Benjamin passe justement à proximité pour aller déjeuner : «La rue de l'Homme-Armé porte ce nom à cause du bourreau qui vivait là, la statue doit le représenter», affirme-t-il d'un ton assuré. Quelques pas suffisent en effet pour se retrouver rue de la Hache.

L'hypothèse tient jusqu'à l'apparition de Macéo. Le garçonnet gambade et devance de quelques mètres Marie, sa mère. Habitants de la rue, ils s'arrêtent quelques minutes pour observer la statuette : «C'est un enfant qui porte un bout de bois. Il va faire "boum" sur le tambour!», s'enthousiasme Macéo. Il est vrai qu'en y regardant mieux, l'accessoire ressemble à un bâton, qu'un bourreau aurait été bien cruel et besogneux d'utiliser pour une exécution. «La statue ? Je ne peux pas vous en parler.» Clément travaille dans un bar de la rue et la question semble le gêner. «Spontanément, j'aurais pensé à quelque chose de phallique.» Effectivement, le personnage a bien trop de barbe pour être un enfant. La manière dont il tient son ustensile a également quelque chose d'équivoque. De petits objets comme un fer à cheval ou un porte-clefs ont été déposés dans la niche. Autant de choses que certains auraient pu laisser dans l'espoir d'obtenir une vigueur semblable...

L'indice décisif se trouve juste en face de la sculpture. Sous le panneau de rue francophone, son double occitan conserve l'ancien toponyme : "Carriera del Salvatge". La traduction est le précédent nom de la rue de l'Homme-Armé, la rue du



Sauvage. L'appellation est donnée à la voie au XVI<sup>e</sup> siècle du nom d'une auberge qui occupe les numéros 16 et 18 de la rue. « Cette auberge était tenue par Peyronet Delfau (...) qui fit sculpter comme enseigne, à l'angle de sa maison, la statuette d'un sauvage, armé d'une massue, malheureusement détériorée aujourd'hui par un amas de peinture. On sait qu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, à la suite des découvertes du Nouveau Monde, ces figurations de sauvage se multiplièrent », explique Jules Chalande dans son ouvrage "Histoire des rues de Toulouse". Pas de bourreau donc, ni de lien avec la rue de la Hache, toute proche. Cela dit, avec la fonderie longtemps avoisinante, le sauvage aurait pu mieux choisir ses munitions. D'autant que la voie portera un temps, au XVIII<sup>e</sup> siècle, le nom de rue de la Roquette.

Gabriel Haurillon 

Grand angle p.10  
 PARCOURSUP,  
 LE BAPTÊME DU FEU

Politique p.14  
 UN NOUVEAU MONDE  
 QUI N'A PLUS RIEN DE COMMUN



Comment réduire  
 sa consommation  
 D'ÉNERGIE ?

L'hebdo qui maîtrise



## C'EST L'HISTOIRE D'UNE MÉNAGÈRE ÉCONOME... ... mais pas trop

est édité par Scoparl News-Médias 3.1  
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse  
Tél : 09.83.27.51.09  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
Registre du commerce :  
RCSB 803 281 880  
N° Commission Paritaire:  
1016 C 83361  
ISSN : 2425.1151  
Dépôt légal à parution  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Rémi Demersseman  
RÉDACTEUR EN CHEF :  
Séverine Sarrat  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
RÉDACTION :  
Delphine Tayac, Séverine Sarrat, Martin  
Gausseran, Paul Périé, Océane Redon,  
Fleur Ollagnier, Axelle Szczygiel et Nicolas  
Belaubre, Vanessa Vertus, Thomas Gourdin,  
Charline Poullain, Marie Larpent et Gabriel  
Haurillon.  
CHEF DE PROJET WEB :  
Olivia Marian  
CORRECTION :  
Thomas Gourdin  
PHOTOGRAPHES :  
Franck Alix et Héléne Ressayres  
MAQUETTE :  
Venise Abed  
IDENTITÉ VISUELLE :  
www.cathycombarous.fr  
ANNONCES LÉGALES :  
Tél. : 09.83.27.51.41  
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr  
Le Journal Toulousain est habilité  
à publier les annonces légales  
et judiciaires en Haute Garonne  
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.  
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros  
et le contenu numérique.  
SERVICE COMMERCIAL  
(annonces légales et parutions publicitaires) :  
Véronique Lapeyre et Sylvie Cotillec  
Tél : 07.62.89.26.21  
service.commercial@lejournaltoulouse.fr  
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)  
Pol. Ind. Casa Nova  
Carrer Pla de l'Estany s/n  
17181 Aiguaviva (Girona)  
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Femme au foyer, Héléne élève ses trois enfants dans une coquette maison de Seysses. « *Mon mari a un poste important chez Alcatel* », précise-t-elle pour illustrer le fait que sa famille se situe plutôt dans une catégorie sociale supérieure. Même si elle ne regarde pas à la dépense, certaines la font « *bondir* ». « *Les factures d'électricité en premier lieu. Mais aussi celles du gaz* », énumère-t-elle. Elle dénonce les prix exorbitants de l'énergie qu'elle identifie comme la principale raison de la somme à payer.

Lorsque son amie Valérie lui parle, autour d'une tasse de café, de réduire simplement sa consommation, Héléne reste dubitative : « *Ce n'est pas parce que je lance ma machine à laver la nuit, pendant les heures creuses, ou que j'utilise moins mon sèche-cheveux que cela va me changer la vie.* »

Mais en effectuant une recherche sur Internet pour en apprendre davantage sur le sujet, Héléne débusque un petit guide d'écogestes permettant de réaliser des économies d'énergies conséquentes. « *Baisser le chauffage d'un degré, dégivrer le congélateur, couvrir les casseroles pendant la cuisson, laver son linge à 30°C, éteindre les veilles des appareils électroménagers... Je me suis trouvée bête devant mon ordinateur* », confesse-t-elle. Elle l'éteint d'ailleurs immédiatement après avoir terminé ses recherches, en confiant l'air mutin : « *Je ne l'aurais peut-être pas fait avant !* » Elle est même soulagée. « *Parce que je ne me vois pas renoncer à certains appareils qui me facilitent grandement la vie comme le lave-vaisselle, mon mixer ou mon sèche-linge* », lance-t-elle en souriant.



Séverine Sarrat



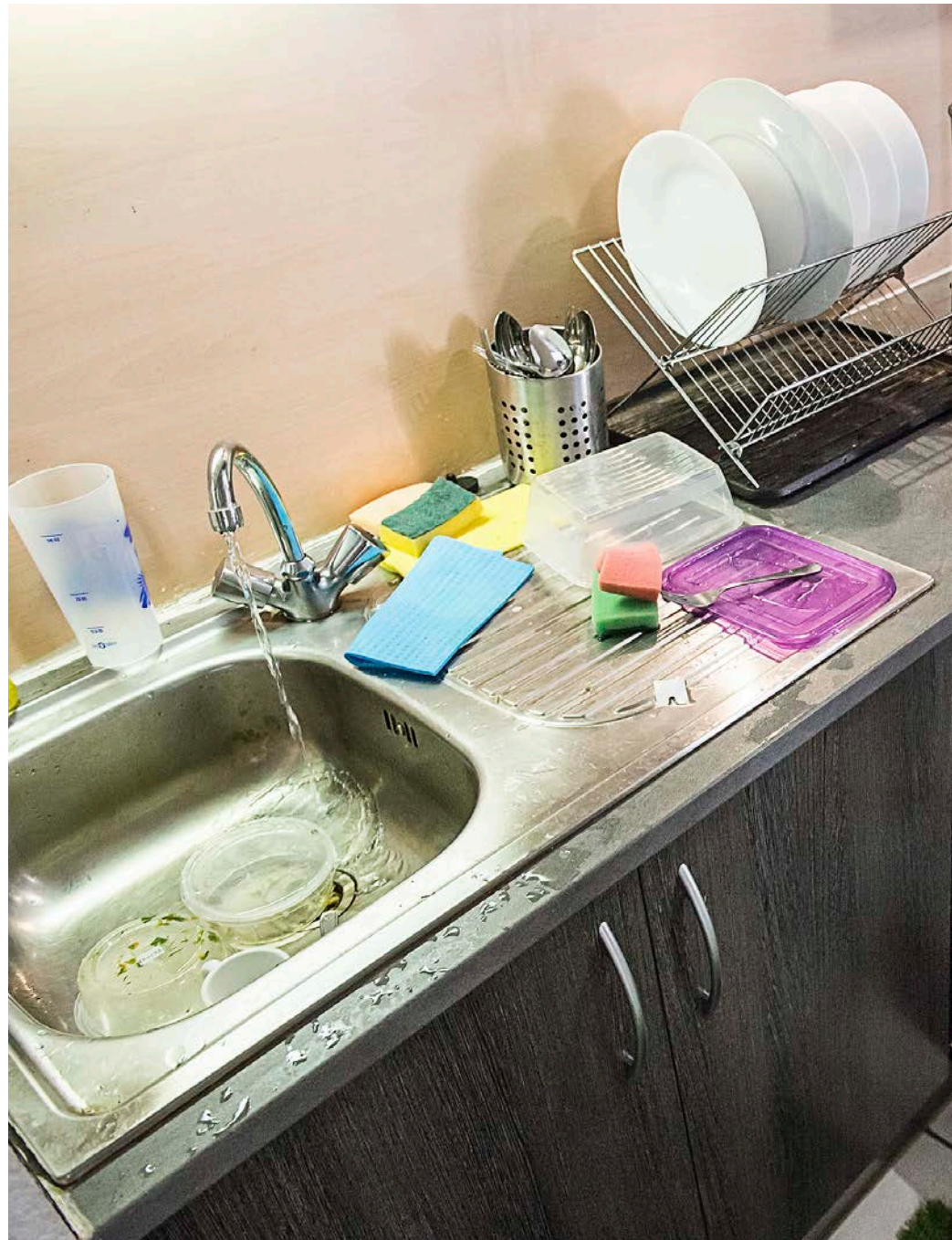
**Lagrezette-Toulouse**

2, Rue du Rempart St Etienne  
31000 Toulouse  
Tel : 05 62 89 72 04

Cahors - Caillac - Sarlat - Padirac - Toulouse

### 3 COMPRENDRE

**BON SENS.** Recevoir ses factures d'électricité et d'eau est pour de nombreux Français synonyme d'électrochoc ou de douche froide. Et la situation ne devrait pas s'arranger. Selon un rapport du Sénat datant de 2012, la facture moyenne d'électricité d'un "ménage type" pourrait atteindre 1 307 euros en 2020, contre 874,5 euros en 2011. L'eau va quant à elle devenir une denrée rare. Dans ce contexte, chacun s'accorde à reconnaître que les ressources énergétiques sont précieuses. Et en tant que consommateurs, nous avons aussi beaucoup à y gagner. Cette semaine, le JT a trouvé des pistes pour réaliser plusieurs centaines d'euros d'économies.



Jt

# COMMENT RÉDUIRE sa consommation

La consommation d'énergie est devenue l'une des préoccupations majeures des ménages français. 80 % d'entre eux souhaitent la réduire, comme le révèle une enquête barométrique réalisée en 2012. Pour autant, la consommation d'électricité en particulier ne cesse d'augmenter (+40 % en 20 ans). Cette dernière reste l'énergie la plus utilisée par les ménages, représentant plus d'un tiers. « Elle est incontournable car elle alimente l'éclairage, certains modes de chauffage, et surtout les biens d'équipements durables tels que les réfrigérateurs, les ordinateurs ou les lave-linge », précise le Commissariat général au développement durable. Les dépenses liées à ces postes spécifiques concentrent

« L'équipement des ménages en appareils électriques connaît une évolution spectaculaire »

d'ailleurs la plus forte hausse selon l'organisme : « Depuis les années 1990, l'équipement des ménages français en appareils électriques et électroniques, souvent énergivores, connaît une évolution spectaculaire. » Moins utilisé, le gaz représente une autre partie importante du budget énergie des Français (1 153 euros par an en moyenne).

Le chauffage en est le principal consommateur. En effet, 40 % des foyers se chauffent au gaz. Au vu des chiffres avancés par GRTgaz,

le leader du transport de gaz en France, le secteur résidentiel voit sa consommation revenir à sa valeur d'il y a dix ans, après une baisse conséquente jusqu'en 2014. Ce qui ne réduit pas en revanche, c'est son prix, qui a grimpé de 1,7 % en un an. Sans compter la hausse, en février, de 1,3 % des tarifs réglementés appliqués par Engie, qui dessert plusieurs millions de clients français. La consommation d'eau potable reste finalement le seul poste en diminution constante chez les ménages puisqu'elle est passée de 165 litres par habitant et par jour en 2004, à 143 en 2013, selon les données de l'Observatoire national des services publics d'eau et d'assainissement. Plusieurs facteurs peuvent justifier cette baisse : « Le prix moyen a augmenté plus vite que



© Franck Alik / JT

## LE SAVIEZ-VOUS ?

 Un Français consomme en moyenne **50.000** litres d'eau par an

Une machine à laver entartrée, consomme **40%** d'énergie en plus



 Une box Internet consomme entre **18€ et 28 €** par an

La douche représente **40%** des consommations d'eau d'un logement



Un congélateur placé dans les combles consomme **50%** de plus durant l'été

Une chasse d'eau qui fuit, gaspille **600** litres d'eau par jour, soit la consommation quotidienne d'une famille de quatre personnes



Jt

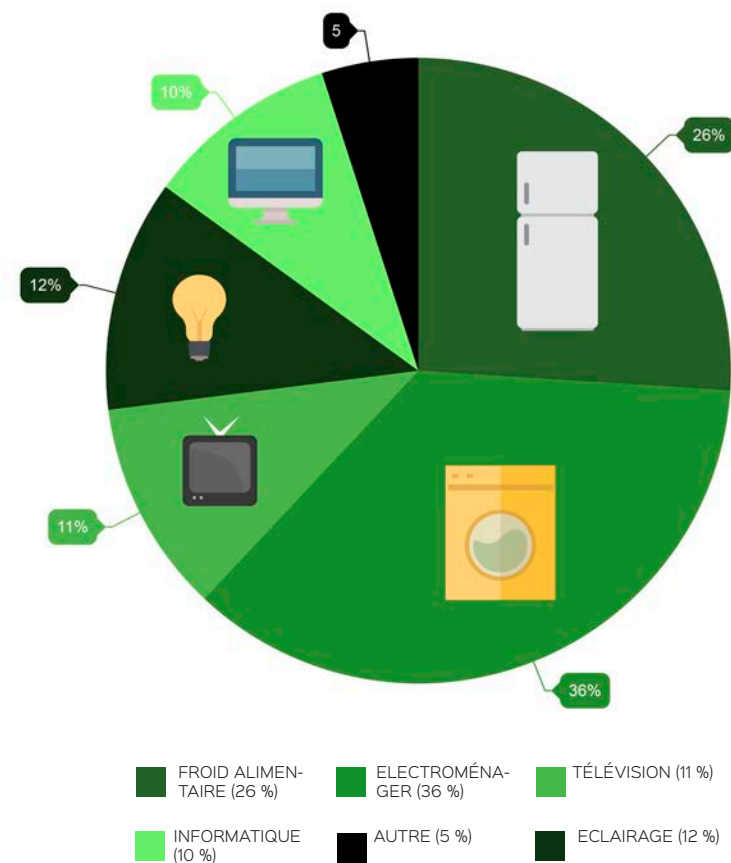
# d'énergie ?

celui des biens de consommation courante, conduisant les Français à être plus attentifs au montant de leur consommation d'eau. Sensibilisés par des campagnes incitant à sauvegarder la ressource, leur comportement a également évolué. La récupération des eaux de pluie est ainsi une pratique de plus en plus répandue. Les restrictions d'usages par arrêtés préfectoraux ont aussi été plus fréquentes ces dernières années», analyse le Commissariat général au développement durable. Les comportements des ménages en matière de consommation énergétique évoluent donc vers une tendance économe. D'abord pour des raisons pécuniaires, le coût de l'énergie (électricité, gaz et eau) ayant subi de fortes augmentations depuis dix ans. D'après l'Agence

nationale de l'environnement (Ademe), la facture moyenne annuelle s'élève à 1403 euros (en 2012) et la moitié des foyers estime que cela représente une part trop importante de leur budget. Ensuite, pour des considérations écologiques, la maîtrise de la consommation étant un enjeu majeur de la lutte contre le réchauffement climatique. Ainsi, les différentes politiques telles que le paquet énergie-climat ou la loi sur la transition énergétique ont permis d'amorcer une baisse de la consommation résidentielle globale depuis 2008 (-6,7%).

Séverine Sarrat ✍

## CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ D'UN MÉNAGE FRANÇAIS (HORS CHAUFFAGE, EAU ET CUISSON)

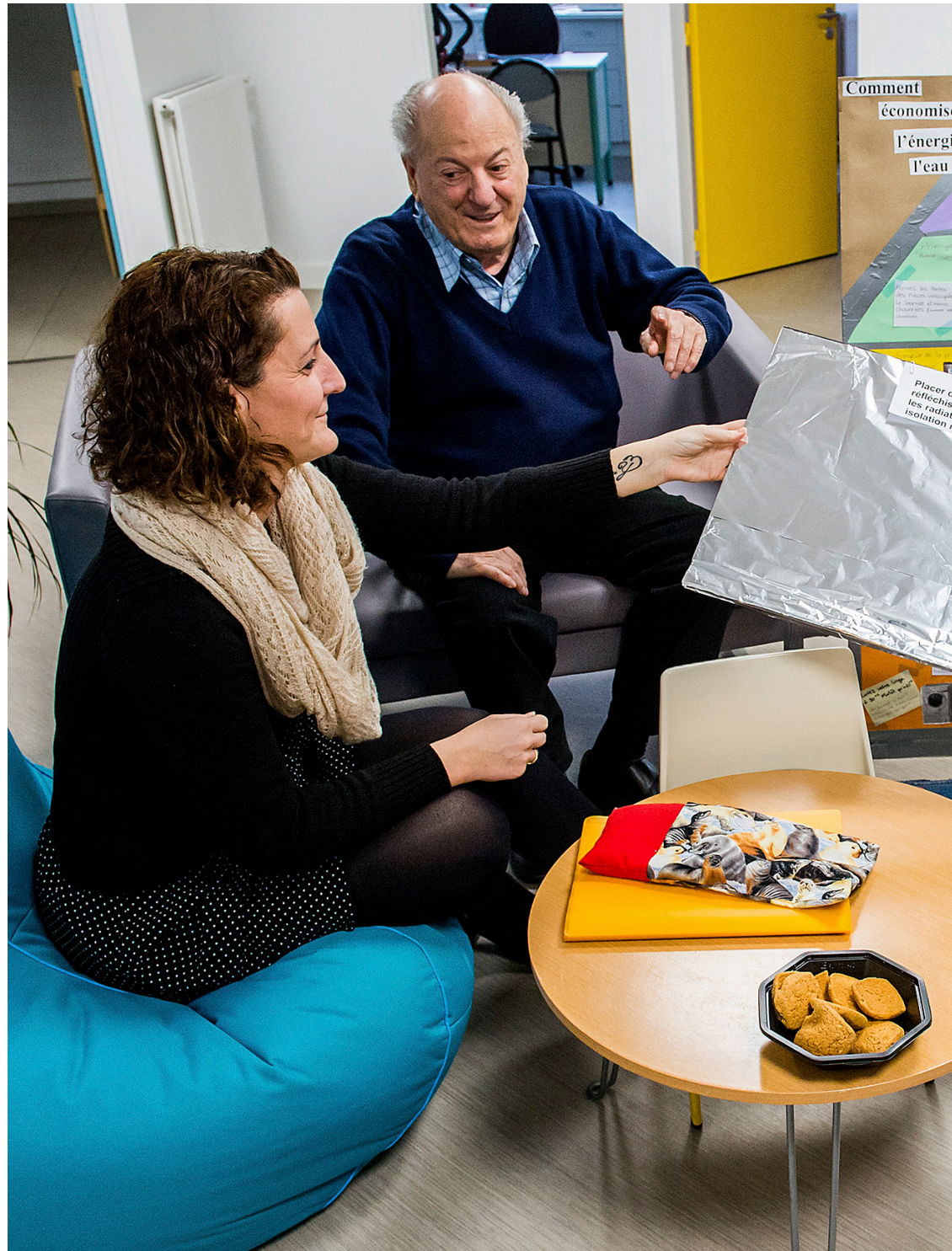


Source : Eco What, EDF

# DES PETITS GESTES *pour de grandes économies*

**ON-OFF.** 700 familles de l'agglomération toulousaine se sont lancées un challenge: faire attention à leur consommation d'énergie, d'électricité et d'eau pendant cinq mois. À travers le défi "Familles à énergie positive", elles ont réalisé des économies substantielles sans aucun investissement financier.

**Jt**



**É**teindre la lumière en sortant d'une pièce. Penser à ne pas laisser couler inutilement l'eau du robinet. Ne pas surchauffer son logement. Tous ces gestes semblent tomber sous le sens tant ils nous sont répétés. Chacun croit les respecter dans son quotidien. Et pourtant. « Il y a une conscience des enjeux écologiques mais elle est assez abstraite. On note par ailleurs une augmentation constante de la consommation d'électricité de la part des foyers français, signe qu'il y a toujours pas mal d'ignorance sur les bons gestes pour la limiter », analyse Mathieu Oulmont, conseiller à l'Espace info-énergie de Toulouse Métropole. Cette structure a proposé à plusieurs foyers de l'agglomération de se lancer dans le défi "Familles à énergie positive". Créé à l'échelle nationale en 2008 par l'association Prioriterre, le challenge s'est décliné à Toulouse sur trois éditions, jusqu'en 2017.

« Le but est de permettre aux participants de réaliser des économies d'énergie sur la base du volontariat et du jeu », explique Mathieu Oulmont. Pendant cinq mois, de décembre 2016 à mai 2017, des familles se sont regroupées en équipe. Objectif : devenir celle qui baissera le plus ses factures d'eau, de chauffage ou d'électricité.

Pour les accompagner dans leur démarche, l'Espace info-énergie leur a distribué un kit comprenant des mousseurs à installer sur les robinets, des joints pour isoler portes et fenêtres, une ampoule LED, mais aussi un wattmètre afin de mesurer la consommation d'électricité de chaque appareil ménager et du compteur général de l'habitation.

À cela s'ajoute un guide listant une centaine d'écogestes à mettre en place. Et qui balaye au passage certaines idées reçues. « Par exemple, à la cuisine, ce n'est pas forcément sur le four que l'on réalisera le plus d'économies », indique Mathieu Oulmont. « Le frigidaire est un des leviers les plus importants. Il est souvent réglé trop froid. On peut aussi l'optimiser en y rangeant les aliments que l'on souhaite décongeler, le frigo profite ainsi de la fraîcheur dégagée. Il faut également penser à le dégivrer deux fois par an ». Avec 4 à 5 millimètres de glace, la consommation du réfrigérateur est effectivement augmentée de 30%.

« On connaît de nombreux écogestes et pourtant, on ne s'y met pas forcément », concède Séverine, 39 ans. Pour changer ses habitudes, cette habitante de Cugnaux a participé au challenge l'an dernier avec ses deux enfants et l'équipe "Jean et ses ecogirls", formée par sept familles cugnaises. Équipe qui a remporté le défi à l'échelle de Toulouse Métropole.

Séverine a notamment dit adieu à ses chauffages d'appoint et a même

éteint celui des chambres. Elle a pris le réflexe d'aérer et d'ouvrir les volets dès le matin, installer un épais rideau devant sa porte d'entrée, brancher ses appareils électriques sur des multiprises à interrupteur pour ne pas les laisser en veille, ajouter une bouteille dans la cuve des toilettes pour limiter l'eau utilisée à chaque chasse tirée, dégivrer son réfrigérateur... « On chronométrait aussi le temps passé sous la douche. Le but était d'y rester cinq minutes. Mon fils voyait ça comme un jeu. Pour ma fille, ça a été plus compliqué, mais on s'y est tenu », sourit-elle. Autant de gestes qui, mis bout à bout, lui ont permis de réaliser 200 € d'économies sur sa facture d'électricité et 40 € sur celle de l'eau.

Pour ne pas que la motivation des premières semaines s'étiolle, Amélie Delaire, animatrice au centre social de Cugnaux, a accompagné l'équipe tout au long du défi. Chaque mois, elle notait sur le site de l'Espace info-énergie les consommations et progrès de chaque foyer. Elle a aussi coordonné des ateliers pour fabriquer des objets utiles. « Nous avons confectionné des boudins



© Franck Aïx / JT

## LA TÊTE D'AMPOULE

# COMMENT JOUER sur le levier de la rénovation

**RELOOKING.** Alors que les dépenses liées au logement prennent de plus en plus de place dans le budget des Français, les économies d'énergie représentent un enjeu majeur pour les ménages. Pour Christophe Garros, il est aujourd'hui possible de réduire sa consommation énergétique tout en faisant des économies grâce à la rénovation énergétique des bâtiments.

Depuis quelques années, on entend parler de bâtiments à énergie positive et les nouveaux programmes immobiliers intègrent de plus en plus l'aspect énergétique. Dans l'habitat ancien, la question des économies d'énergie se pose encore plus, raison pour laquelle la rénovation énergétique est fortement encouragée. Les professionnels du secteur travaillent ainsi sur différents postes de dépenses d'énergie afin d'établir un diagnostic visant à réduire la consommation. « Dans un premier temps, il s'agit de réaliser une étiquette de la maison. Nous arrivons à simuler le gain énergétique avant les travaux », explique Christophe Garros, gérant-associé de l'entreprise Ô Habitat.

Trois points d'amélioration sont principalement ciblés par ces spécialistes. « En premier lieu, il faut agir sur l'isolation, qu'il s'agisse des murs ou des combles. Car c'est là que l'on obtient le meilleur rendement en termes d'économies d'énergie par rapport aux coûts des travaux », assure celui qui évolue dans la rénovation énergétique depuis une quinzaine d'années. Viennent ensuite les systèmes de chauffage et la menuiserie-ventilation. Trois postes qui représentent 90% de l'amélioration du niveau énergétique d'une maison. Il est enfin possible de poursuivre la démarche grâce à de la domotique par exemple. « Mais l'incidence sera minime », précise Christophe Garros.

Pour les particuliers, il est souvent préférable de réaliser ces travaux dans le cadre d'une offre globale afin de disposer des aides les plus conséquentes. Une aubaine pour les entreprises du secteur qui y trouvent par ailleurs un levier d'activité intéressant.

Fortement encouragée, la rénovation énergétique bénéficie en effet de multiples aides mises en place, notamment au niveau régional. « En Occitanie, plusieurs programmes existent », détaille le spécialiste. « En fonction de leurs revenus, de l'ancienneté du logement et de leur étiquette énergétique, les ménages sont éligibles aux aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) ou à celles de la Région. Sur un projet à 20 000 euros de travaux, certains particuliers peuvent ainsi obtenir de 15 000 à 17 000 euros. Cela représente 70% de notre clientèle. »

Pour les autres, les aides couvriront 10 à 40% du coût des travaux et seront essentiellement issues du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) et de la prime énergie dans le cadre du programme des Certificats d'économies d'énergie. On peut par exemple percevoir 800 euros pour le remplacement d'une chaudière individuelle par une neuve à haute performance énergétique. L'éco-prêt à taux zéro vient par ailleurs compléter les différents dispositifs.

En abordant le bâtiment dans son ensemble, il est donc possible de bénéficier de tout un panel de financements, ce qui permet de réduire considérablement le coût des travaux. « Si on lisse le reste à charge sur 10 à 15 ans, la plupart des clients s'y retrouvent. Il y a ainsi économies énergétiques et financières », conclut Christophe Garros.

Paul Périé ✍



### CHRISTOPHE GARROS

> Gérant-associé de Ô Habitat, entreprise spécialisée dans la rénovation énergétique.

de porte avec des vêtements et des chaussettes usés ou des bouillottes garnies de grains de riz pour réchauffer le lit», détaille Amélie Delaire.

Au final, l'équipe de "Jean et ses écocirls" a réalisé 31% d'économies d'énergie. L'ensemble des équipes toulousaines, soit 170 familles, ont quant à elles économisé l'équivalent de la consommation énergétique annuelle de 60 foyers français (323 000 kWh) et l'équivalent de 30 357 douches (2 125 m<sup>3</sup> d'eau).

« On connaît de nombreux éco-gestes et pourtant on ne s'y met pas forcément »

Malgré ces résultats encourageants, le défi "Famille à énergie positive" est en suspens. L'association Prioriterre, qui coordonnait cette action au niveau national, s'est en effet vue retirer en 2017 une grande partie de ses subventions

par le conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes.

À Toulouse, l'avenir du défi est aussi incertain. De leur côté, les familles cugnolaises participantes ont désormais des habitudes bien ancrées. « Aujourd'hui, c'est devenu un réflexe, on n'a même plus de besoins de réfléchir », lance Séverine, enthousiaste. « On a l'impression que ces petits gestes ne peuvent pas changer les choses, mais si tout le monde s'y met, cela produit des résultats importants », conclut Amélie Delaire.

Delphine Tayac ✍

Jt

👍 LA SOLUTION DE LA SEMAINE 👍

# OBOX réinvente l'eau chaude

«Obox coûte 998 euros. Pour un foyer de quatre personnes, on estime un retour sur investissement en quatre ans», assure Hugo Durou, fondateur de la TPE toulousaine Ehtech qui l'a mis au point. «Une famille peut ainsi économiser jusqu'à 250 euros chaque année et, à terme, diviser par trois sa facture d'énergie.» Un prodige économique rendu possible grâce à un tuyau qui récupère les eaux chaudes usées d'une douche, les amène dans l'échangeur thermique Obox où elles préchauffent l'eau froide avant son passage dans le chauffe-eau puis son arrivée au pommeau de douche. Sans moteur ni pompe, Obox utilise un système basé sur une feuille de métal repliée permettant



ce réchauffement sans que les eaux usées se mélangent aux propres.

«On récupère environ 20 degrés en moyenne: l'eau froide qui arrive est à 13 degrés et, après son passage dans Obox, ressort à 32 degrés», continue Hugo Durou. L'eau bifurque ensuite vers le chauffe-eau pour atteindre 40 degrés. «Ce dernier dépense alors moins d'énergie à réchauffer l'eau qui y pénètre déjà chaude», ajoute-t-il. Ce système, en vente sur le site Amazon, doit être installé à la sortie de la douche, légèrement sous son niveau pour que les eaux chaudes s'écoulent via la bonde. Pour l'heure, 300 personnes l'ont déjà adopté.

Océane Redon ✍

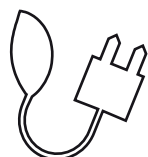
Jt



## Le coup de pouce DE LA RÉGION

Propriétaires immobiliers en Occitanie, l'écochèque logement pourrait vous intéresser. Pour tous travaux participant à réduire d'au moins 25% les consommations énergétiques de votre habitat, la Région peut vous accorder une aide allant de 1000 à 1500 €. Cette contribution est accessible à tous les particuliers et cumulable avec toutes les autres aides liées aux économies d'énergies.

🔗 [laregion.fr/ecocheque](http://laregion.fr/ecocheque)  
0800 33 50 31



## LES RÉPONSES à portée de clic

Passer aux énergies renouvelables ou rénover son logement n'est jamais simple, et soulève de nombreuses questions. L'Espace info-énergie détient peut-être les réponses que vous cherchez. Le service, soutenu par Toulouse Métropole, accompagne les propriétaires dans leurs projets et les informe des différentes aides financières à leur disposition, des dernières innovations énergétiques ou encore des meilleurs moyens de maîtriser sa consommation énergétique. Vous pouvez aussi directement prendre rendez-vous en ligne ou par téléphone avec l'un des conseillers info-énergie.

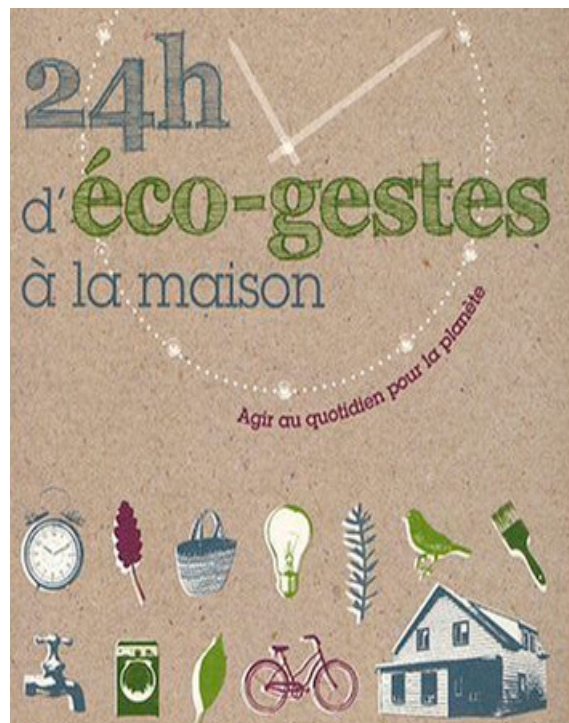
🔗 [infoenergie-toulousemetropole.fr](http://infoenergie-toulousemetropole.fr)  
☎ 05 67 69 69 67



## 24 heures pour changer VOS HABITUDES

Et si économiser l'énergie passait avant tout par nos gestes du quotidien? C'est la question que s'est posée Bruno Genty, auteur du livre "24h d'écogestes à la maison". De la douche à la cuisine, sous oublier le ménage ou les cosmétiques, le président d'honneur de France Nature Environnement passe ainsi en revue toutes ces actions domestiques et explique pour chacune d'elles les bons comportements à adopter pour réduire sa facture énergétique et son impact sur la planète.

📖 "24h d'écogestes à la maison : Agir au quotidien pour la planète". Éditions Fleurus.





VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

# UN CHALLENGE pour réaliser DES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Euvrer pour l'écologie tout en réalisant des économies? C'est possible grâce à la domotique. «Des objets connectés qui rendent nos maisons intelligentes dans le but d'atténuer la consommation d'énergie et d'eau», résume Thibault Billion du Plan, fondateur de la société toulousaine Eco-What. Pour faire connaître les avantages de la domotique ainsi que sa start-up, il propose aux Toulousains (cinq foyers composés a minima de trois personnes) de participer à un challenge de "sobriété énergétique", du 11 février au mois de juin. Les familles sélectionnées bénéficieront d'un diagnostic sur leurs habitudes de consommation réalisé grâce à un boîtier connecté au compteur électrique. Viendra ensuite la mise en place d'une «stratégie d'écogestes, qui peut consister à changer un ballon d'eau chaude entartré consommant 20% d'énergie en plus ou remonter la tempé-

rature du frigo pour limiter la consommation d'électricité». Dans le but de réduire la consommation d'eau, Thibault Billion du Plan a également plusieurs astuces: s'équiper d'un mousseur d'eau à brancher au robinet et qui permet une baisse de 20 à 30% du débit, mais aussi acheter un pommeau de douche intelligent, « avec des Leds qui changent de couleurs selon la consommation, en temps réel. » « Cet outil permet aux usagers de mesurer la réalité de leurs dépenses et à d'agir en fonction », ajoute-t-il. Car la domotique n'est optimisée que si les comportements évoluent aussi. Quelques ajustements qui peuvent toutefois payer... ou plutôt rapporter ! «Alors que la facture d'énergie d'un foyer est d'environ 1400€ par an, notre objectif est de réduire la consommation d'énergie de 20% et celle d'eau de 40% pour faire entre 300 et 400€ d'économies», glisse Thibault Billion du Plan. Lancée en 2017, Eco-What a déjà testé son savoir-faire pendant quatre mois : «Pour une colocation de six personnes, nous avons estimé une économie de 650€ sur une année en changeant notamment le frigo et en remplaçant les ampoules classiques par des modèles à basse consommation pour épargner 120€.»

Océane Redon ✍

Pour participer au challenge  
eco-what.fr

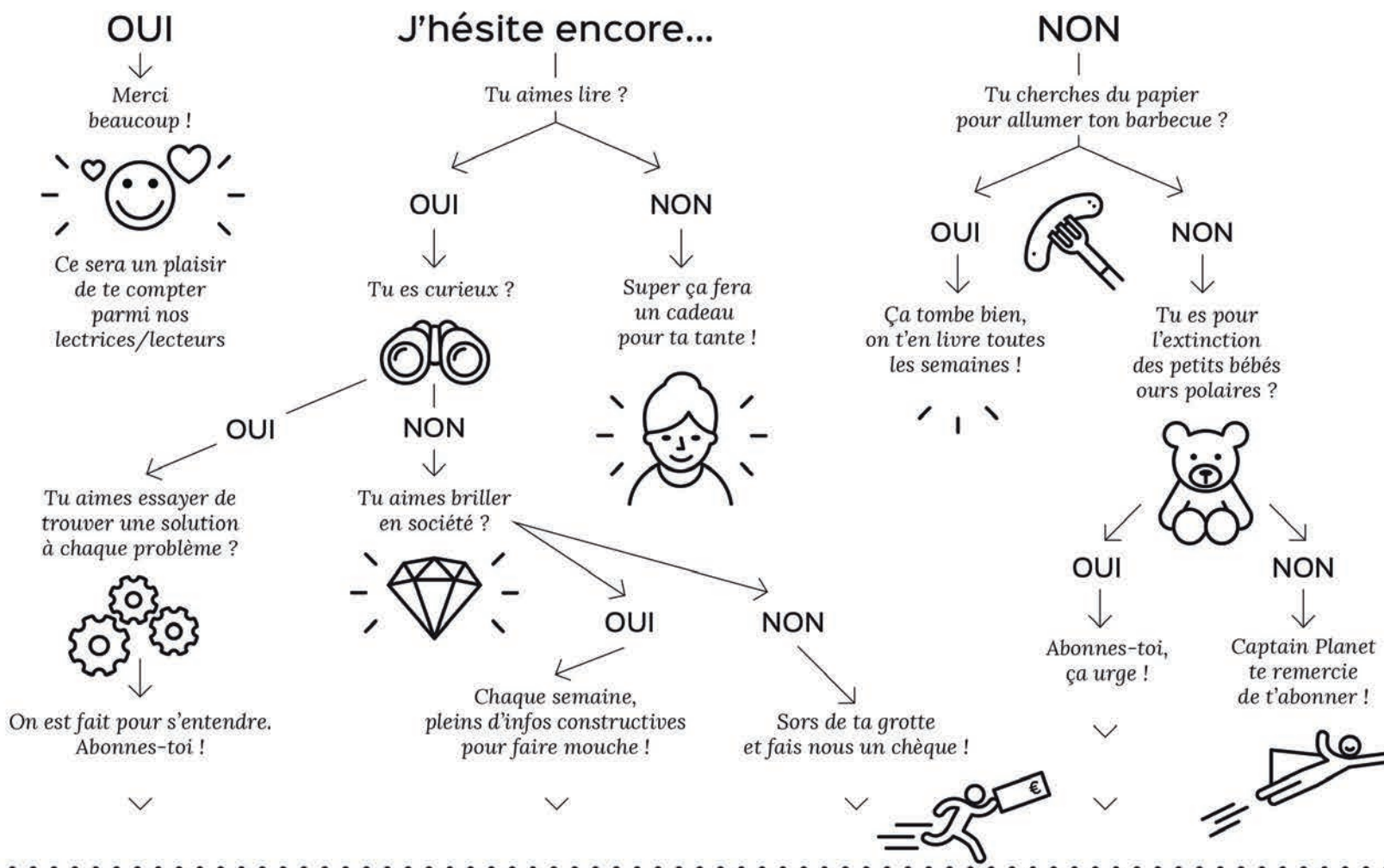


© Franck Aix / JT

Jt

Veux-tu

LE JOURNAL TOULOUSAIN  
DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE



ABONNEMENT 6 MOIS / 26 € : édition papier + Web  
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + Web offert  
OUI Je m'abonne au JT!

6 MOIS  1 AN

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Mail \_\_\_\_\_

Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain

Par carte bancaire n° \_\_\_\_\_

Expire fin \_\_\_\_/\_\_\_\_ Cryptogramme \_\_\_\_

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à  
Le Journal Toulousain  
32, rue Riquet  
31 000 Toulouse

Jt  
LE JOURNAL  
TOULOUSAIN



## LA SEMAINE EN BREF

## 20 MILLIONS D'EUROS

C'est le montant du plan de soutien du Conseil départemental de Haute-Garonne pour "sauver" les quatre grandes stations de ski des Pyrénées : Peyragudes, Luchon-Superbagnères, Le Mourtis et Bourg d'Oueil. Une météo capricieuse, des frais de maintenance en augmentation et des investissements parfois trop lourds les ont plongées dans une situation financière très précaire. En plus de ces fonds qui seront distribués sur trois ans, un syndicat mixte devrait voir le jour d'ici le mois de mars, pour prendre en charge la gestion des quatre stations. Les sites pourront également compter sur une hausse de leur fréquentation pour la saison 2017-2018, qui s'annonce excellente.

Toulouse à l'heure  
DU SPORT

Le 1<sup>er</sup> février, Toulouse sera consacrée Ville Active et Sportive, aux côtés de 119 autres communes françaises. Ce label récompense les projets visant à encourager la pratique du sport pour tous. L'an dernier, la Ville rose a notamment permis l'accessibilité totale du Petit palais des sports de Compans-Cafarelli, qui organise désormais des compétitions handisport de basket et de rugby.



## Un PARKING SOLAIRE à l'aéroport

Le deuxième parc automobile de l'aéroport de Toulouse-Blagnac fonctionne à l'énergie photovoltaïque. Cette installation, dont les travaux ont duré cinq mois, produit l'équivalent de la consommation énergétique globale du parking. L'aéroport toulousain a pour objectif d'être le premier en France à atteindre la neutralité carbone, d'ici 2020.

**midinnov**  
LES RENCONTRES  
POUR INNOVER  
EN OCCITANIE

© Facebook\_Midinnov

Le RENDEZ-VOUS  
DE L'INNOVATION  
en Occitanie

Près de 200 exposants seront présents le 1<sup>er</sup> février à l'Espace Diagora Toulouse-Labège pour la onzième édition de Midinnov, le rendez-vous des entreprises innovantes en Occitanie. Des laboratoires de recherches aux partenaires financiers, les entrepreneurs y trouveront des clés pour façonner leur projet. Le concours Inn'ovations clôturera la journée et récompensera les 10 start-up les plus innovantes de l'année.

180  
SECONDES

Et pas une de plus! Le 30 janvier, les participants au concours Ma Thèse en 180 secondes dans l'académie de Toulouse disposaient de trois minutes pour parler de leurs travaux, au Théâtre Sorano de Toulouse. Cette année, les trois doctorants vainqueurs ont conquis le jury en évoquant la rénovation des logements, l'étude des zones humides alluviales ou la mise au point d'un revêtement bioactif pour implants dentaires. Ils iront représenter l'académie de Toulouse lors du grand concours national en juin prochain.

## 30 AGENDA

## &gt; SAMEDI 3 ET DIMANCHE 4 FÉVRIER

La mairie de Toulouse organise sur la place du Capitole la 12<sup>e</sup> édition de la Fête de la Violette. Au programme : une exposition de spécimens venus des quatre coins du monde, des ateliers de rempotage et les conseils de jardiniers professionnels. Les gourmands pourront profiter de séances de dégustation de bonbons, de thés ou de confitures.

## &gt; LE 02 FÉVRIER

L'association 3PA organise un premier café-débat, en ouverture, le festival Agitaterre des alternatives locales et durables. En présence d'experts, les participants se pencheront sur les enjeux des "communs", ces services partagés du quotidien, qui vont de Wikipédia aux jardins collaboratifs, en passant par la gestion collective de l'eau. Un rendez-vous accessible à tous, au café associatif de Poucharramet (31).

Nicolas MEYER  
& Bruno SÉGUI

Nicolas Meyer et Bruno Ségui sont deux professeurs de l'Oncopole toulousain, dont les recherches pourraient faire avancer la lutte contre le cancer de la peau. Si les essais cliniques sont concluants, l'anti-inflammatoire qu'ils mettent au point améliorera le traitement des malades, et pourrait même être employé contre d'autres pathologies, comme celui du poumon.

Le ministre  
intervient  
AU LYCÉE  
GALLIENI

En réponse aux demandes formulées par la présidente de la Région Occitanie Carole Delga, Jean-Michel Blanquer, déclare vouloir « déployer une série de mesures concrètes (...) pour remettre la force du côté du droit ». Le ministre de l'Éducation annonce avoir envoyé une équipe d'inspecteurs généraux pour mieux comprendre la situation dans l'établissement toulousain, théâtre de nombreuses violences selon les personnels.



## GRAND ANGLE

## Parcoursup, LE BAPTÊME DU FEU

**ORIENTATION.** Suite aux polémiques de l'été, la procédure Admission post-bac (APB) a fait place à une nouvelle plateforme d'accès à l'enseignement supérieur baptisée Parcoursup. Une source d'interrogations pour les lycéens toulousains et leurs parents.

Depuis le 22 janvier, les lycéens sont invités à formuler leurs vœux sur Parcoursup, nouvelle plateforme d'accès à l'enseignement supérieur. Principal changement par rapport à APB : les formations universitaires répertorient désormais les candidats en fonction de l'adéquation entre leur profil – qui se dessinera notamment à travers la «fiche avenir» remplie par l'équipe pédagogique du lycée – et les prérequis de chaque formation, définis sur la plateforme. Ce classement doit permettre de les départager dans les filières en tension, mettant ainsi fin au tirage au sort, et de proposer une remise à niveau obligatoire à ceux qui en auraient besoin dans les filières non sélectives.

La procédure ne fait pas l'unanimité. Dans le but de dénoncer ce qu'ils jugent être une sélection systématique à l'entrée de l'université, et d'alerter sur «les dangers des réformes en cours» au lycée et dans l'enseignement supérieur, plusieurs organisations syndicales (CGT, FO, FSU, Solidaires, Sud, Unef, UNL, SGL) ont lancé un appel commun à la grève nationale ce jeudi. «Dans de nombreux cas, [les attendus] vont bloquer l'accès des jeunes aux filières de leur choix, leur imposer des remises à niveau qui ne sont pas encore connues ou organisées, mais aussi décourager les candidatures, en particulier des élèves les plus en difficulté», lit-on sur le site du SGL. Une crainte partagée par des parents toulousains. «Le risque d'autocensure est réel. Un élève moyen peut pourtant se révéler dans les études supé-

rieures», affirme Muriel Paletou, présidente de la Fédération des parents d'élèves FCPE 31, qui fustige au passage le rôle accru donné aux professeurs de lycée qui manqueront, selon elle, d'objectivité.

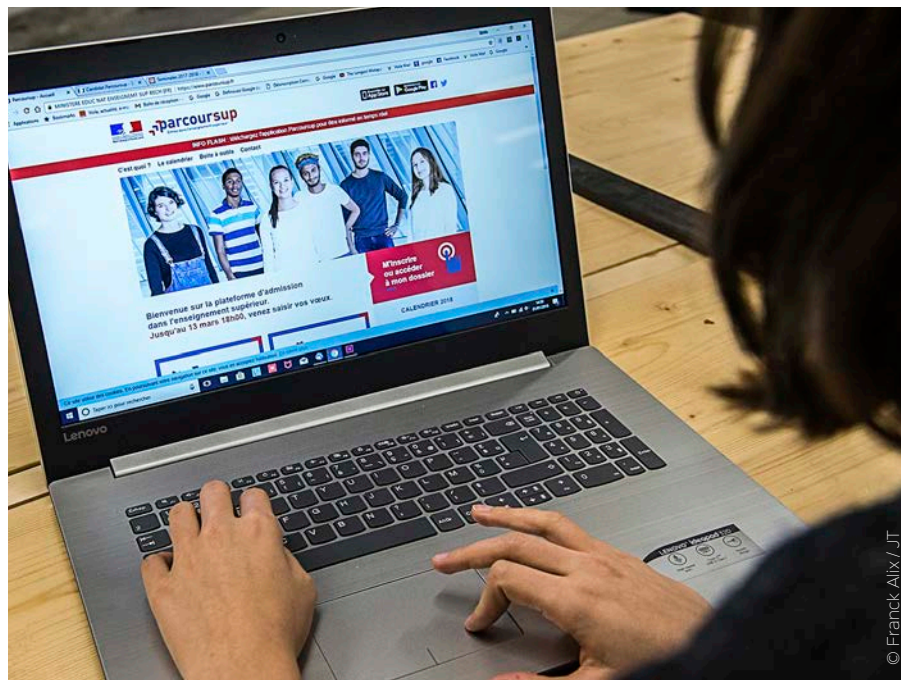
Cécile, mère d'une jeune fille scolarisée en terminale S au lycée Saint-Sernin, ne partage pas cet avis : «Cela permettra aux élèves de mieux cibler leur

« Le risque d'autocensure est réel. Un élève moyen peut pourtant se révéler dans les études supérieures »

places. «Ce mécanisme était construit pour qu'il y ait un maximum de premiers vœux satisfaits», rappelle-t-il. «Le problème était que l'algorithme ne se basait pas sur des critères objectifs pour départager les postulants. Pour l'entrée en Staps, on aurait pu, par exemple, faire en sorte que les candidats engagés dans le milieu associatif soient valorisés.»

Les candidats ont désormais jusqu'au 13 mars pour formuler leurs vœux. Ils recevront des propositions dès le 22 mai et auront un délai maximum pour y répondre afin de libérer la place pour d'autres.

Axelle Szczygiel ✍



© Franck Aïx / JT

## À LA LOUPE

## Le DYNAMISME toulousain porte la CRÉATION D'EMPLOI

**CROISSANCE.** En 2017, Pôle Emploi a collecté 23,1% d'offres supplémentaires dans le département et l'Urssaf Midi-Pyrénées a enregistré une hausse de 3 % de créations de postes dans le secteur privé. Cela s'explique par le dynamisme des services à la personne, aux collectivités, et aux entreprises, du BTP et du commerce.

93 104. C'est le nombre d'offres d'emploi collectées en Haute-Garonne entre novembre 2016 et novembre 2017. Près de 45% des offres concernent des CDI. Le secteur le plus demandeur est le service à la personne ou à la collectivité (18 029 offres), suivi du support aux entreprises (14 266), du commerce (12 112) et de la construction (10 644). Un dynamisme principalement toulousain, comme le souligne Laurent Estampe, responsable du service statistiques à l'Urssaf Midi-Pyrénées : «Dans le secteur privé, près de la moitié des créations de postes de la région ont eu lieu en Haute-Garonne, c'est-à-dire 13 300 emplois sur 29 000. La

Ville rose porte cette tendance avec +3,1% d'effectifs salariés».

Les services aux entreprises, dont l'ingénierie, ont progressé de 4,3%. Une spécificité de Toulouse liée à la sous-traitance aéronautique. Les activités informatiques sont en plein boom (+1250 emplois) et la Haute-Garonne compte 4,2% d'emplois en plus dans l'hébergement et la restauration. Par ailleurs, le nombre de postes dans l'industrie a augmenté de 1,1% dans le département, surtout grâce à l'aéronautique et au spatial. « Cette particularité toulousaine est notre point fort. Alors que l'industrie en France détruit des emplois (-0,4%) l'aérospatial tire le département et la région vers le haut (+0,6%) », appuie Laurent Estampe. Enfin, pour la première fois depuis dix ans, des postes ont été créés dans le BTP. 1 200 en Haute-Garonne, principalement grâce aux nombreuses demandes de permis de construire à Toulouse et dans sa proche banlieue.

Fleur Olagnier ✍



© AIRBUS SAS 2011 - em company / P. Pigeyre

ET MAINTENANT ?

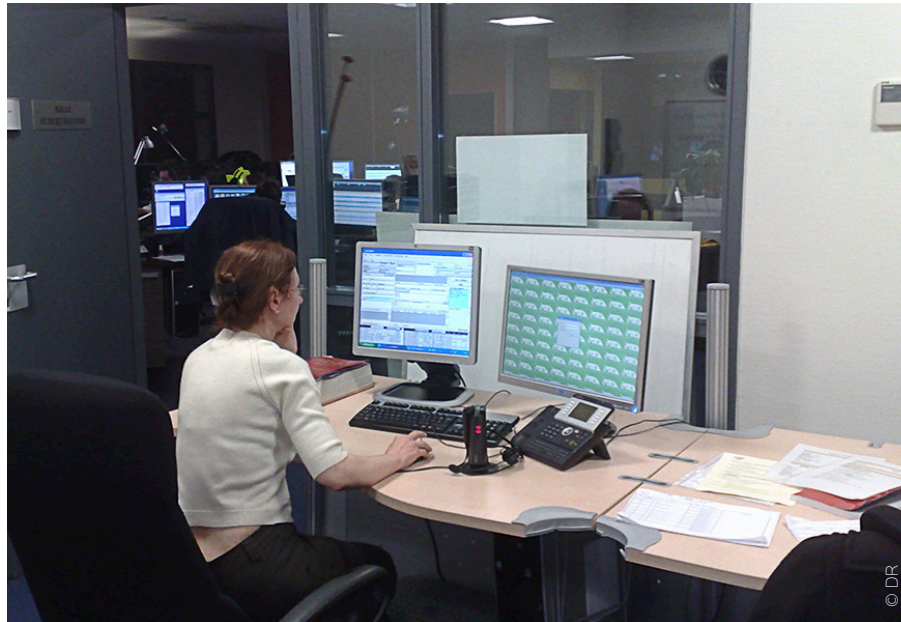
# MÉDECINS RÉGULATEURS, le mouvement de grève est suspendu

**CONVALESCENCE.** En grève depuis près d'un mois pour dénoncer leurs conditions de travail et le manque de reconnaissance de leur activité, les médecins régulateurs de la Haute-Garonne ont suspendu leur mouvement après avoir obtenu une réunion avec l'Agence régionale de la santé (ARS).

Toutes les nuits, les week-ends et les jours fériés, entre deux et neuf médecins volontaires prennent leur tour de garde au centre de régulation du Samu à Purpan. Membres de l'association Regul'31, ils sont une centaine de médecins généralistes libéraux à se relayer pour assurer la gestion de la permanence des soins (PDS) dans le département.

Dans une petite salle, équipés d'un téléphone et d'un ordinateur, ils répondent aux patients qui composent le 15 (Samu) ou le 3966 (Allo Docteurs), pendant les heures de fermeture des cabinets. En quelques minutes, ils mènent un interrogatoire médical minutieux afin d'évaluer le cas et l'orienter vers la prise en charge la plus adaptée, du simple conseil à l'hospitalisation en urgence en passant par une véritable consultation avec un médecin de garde.

Ces médecins traitent près de 100 000 dossiers par an et, chaque nuit, plusieurs centaines d'appels. « Entre 3h et 8h du matin, nous sommes deux ou trois pour gérer toute la population du département, soit plus d'un million de personnes », précise Pierre Massol, médecin généraliste et président de Regul'31. Plus que la cadence qui leur impose de traiter huit à dix dossiers par heure, c'est le manque de reconnaissance de leur travail, le poids de la responsabilité médico-légale et



le déficit de praticiens de garde qui les ont conduits à se mettre en grève le 1<sup>er</sup> janvier dernier. « On

gère la pénurie », déplore-t-il. « On manque de médecins de garde et d'ambulances. À Toulouse, la nuit, toute la PDS repose sur SOS Médecins.

Or, nous sommes responsables des délais de prise en charge. On se retrouve à hospitaliser par manque de solutions. C'est notre responsabilité qui est mise en jeu ! »

« Il faut inciter les jeunes médecins à s'impliquer dans la permanence des soins. »

L'objectif principal de la grève était de se faire entendre de l'Agence régionale de santé (ARS). « Avant Noël, nous avons été confrontés à une réponse brutale et unilatérale sur la revalorisation des honoraires, gelés depuis plusieurs années à 70€. Mais nous venons d'obtenir une réunion qui va permettre la mise à plat des problèmes le 8 février prochain », se félicite le président de l'association. « Nous souhaitons améliorer l'organisation de la PDS et obtenir un meilleur encadrement du risque médico-légal qui est aujourd'hui pris en charge par nos assurances personnelles. C'est un véritable frein au recrutement, car ça inquiète et

décourage la plupart de nos confrères. »

Pierre Massol, dont l'association vient toutefois d'engager dix nouveaux praticiens volontaires, espère profiter de ce mouvement pour mobiliser la communauté médicale autour du manque de médecins de garde. « Il faut inciter les jeunes médecins à s'impliquer dans la permanence des soins. En fac de médecine, on leur parle des risques mais on ne leur apprend pas que ça fait partie de la médecine générale. Il faut également revoir les modalités de garde, surtout dans les déserts médicaux. Par exemple, en privilégiant les maisons médicales qui regroupent les praticiens au sein d'un cabinet collectif et en développant les médecins mobiles, pour les visites incontournables. »

Nicolas Belaubre ✍

ÇA BOUGE !

## À Toulouse, LA LUTTE CONTRE LE CANCER joue la carte internationale

**SANTÉ.** Fédérer autour de la lutte contre le cancer, c'est le but de la Toulouse Onco Week. Cet événement unique en Europe se déroulera du 3 au 7 février prochain.



Organisée une première fois en février 2016, le Toulouse Onco Week avait rassemblé plus de 1 000 participants. Au menu de cette deuxième édition, un calendrier chargé et original. Ainsi, l'événement fait la part belle aux rencontres entre scientifiques français et internationaux et aux acteurs clés des programmes de soin. L'occasion de faire le point sur les avancées scientifiques dans la lutte contre le cancer et d'offrir une tribune aux projets innovants des chercheurs.

« On les a choisis car ce sont peut-être de futurs prix Nobel », souligne Gilles Favre, directeur au Centre de recherches en cancérologie de

Toulouse (CRCT), à l'origine de la conférence grand public de la semaine, intitulée, "Y-a-t-il une part du hasard dans les cancers ?".

Le débat, qui tentera de montrer les limites de cette idée, fait écho aux travaux polémiques de chercheurs américains. Ces derniers affirment que plus de deux tiers des cas de cancer qui se déclarent chaque année dans le monde seraient dus à « la malchance ».

À l'heure où le cancer est la première cause de mort prématurée en France, la prévention est un élément clé de l'événement. Et pour sensibiliser le public, la Ligue contre le cancer, partenaire de la Toulouse Onco Week, mise sur l'art en présentant "La chauve souriT", une pièce de théâtre qui sera jouée pour la première fois. Ce monologue écrit et interprété par Caroline Le Flour, une rescapée de la maladie, raconte avec humour le combat qu'elle a livré.

Vanessa Vertus ✍

Plus d'INFORMATIONS  
🔗 [toulouse-onco-week.org](http://toulouse-onco-week.org)

## IL MÉRITE DE FAIRE LA UNE

# Kévin FERMINE

Droit devant

Ce Toulousain de 26 ans s'est lancé dans une bataille judiciaire contre la SNCF. En déposant plainte, cet étudiant, usager régulier du train et qui ne peut se déplacer qu'en fauteuil roulant électrique, veut alerter sur les discriminations auxquelles il s'estime confronté.

✍ Delphine Tayac



© Franck AIX/JT

**JUSTICE.** Il veut dénoncer le manque d'accessibilité des trains de la SNCF. Kévin Fermine vient de déposer sa seconde plainte pour discrimination contre l'entreprise ferroviaire. Il avait engagé une première procédure en 2017 devant le tribunal administratif, qui s'était déclaré incompétent. « J'ai décidé d'aller devant le tribunal de grande instance et de me constituer partie civile », explique cet étudiant en droit qui manie avec aisance le vocabulaire juridique.

**LASSITUDE.** Sa plainte est l'aboutissement d'un ras-le-bol. Le jeune homme ne manque pas d'histoires gênantes voire humiliantes sur ses voyages. Un trajet en particulier, entre Toulouse et Montpellier, a déclenché sa colère. « Je me suis fait pipi dessus car mon fauteuil ne rentrait pas dans les toilettes. Elles sont dimensionnées pour des fauteuils roulants manuels ». « Il m'arrive aussi d'être placé au milieu du passage et que l'on doive m'enjamber. »

**ÉGALITÉ.** Cloué sur un fauteuil depuis son enfance, le jeune homme dit accepter son handicap, mais souhaiterait pouvoir se déplacer « comme n'importe quel citoyen ». « Or, je dois prévoir mon voyage 48 heures à l'avance et l'organiser via un numéro surtaxé. » Difficile pour lui de se tourner vers d'autres transports : « Je ne peux pas prendre de covoiturage, car il faudrait des véhicules adaptés. Et en avion, je dois payer un siège supplémentaire pour la personne qui va m'assister ».

**DÉROGATION.** Le combat de Kévin s'annonce complexe car la SNCF respecte la loi française. « Le problème, ce sont les dérogations sans cesse délivrées par l'État pour reporter les travaux d'accessibilité. La France a été rappelée à l'ordre par l'ONU en octobre dernier. Je suis prêt à aller devant la Cour européenne des droits de l'Homme s'il le faut », lance l'étudiant.

**DÉTERMINÉ.** En attendant, le jeune homme multiplie les actions. Il a créé le groupe Facebook "Voyageurs mais pas pigeons", où il recueille les témoignages d'autres personnes en situation de handicap. Étudiant en deuxième année de droit, Kévin Fermine s'interroge encore sur son avenir. Mais il est sûr d'une chose : « J'irai jusqu'au bout. Je ne le fais pas pour moi mais pour faire grandir la société. »

## TOP WEB



**@QualivoresOc / 29-01 / Retour d'expérience des #artisans #bouchers sur #SMAHRT2018 :** « le consommateur a besoin d'être rassuré. J'ai un rôle de conseil encore plus important que par le passé. +14% de vente pendant les fêtes alors que la GMS est en baisse. »

**@dunaljonny / 28-01 :** « Ni les 800 agents qui œuvrent au service #propreté, ni les 660 poubelles qui seront installées en 2018 ne seront aussi puissants que notre esprit civique pour rendre notre ville plus belle. #Toulousains, protégeons notre patrimoine. »

**@jlmoudenc / 28-01 :** « Hommage au martyr de la #Résistance «Forain» François Verdier, devant le mémorial qui lui est dédié en forêt de #Bouconne, en présence de son petit-fils Alain Verdier. Cette cérémonie ns permet d'exprimer notre admiration & notre gratitude envers ce chef régional de la Résistance »

**f Georges Méric / 26-01 :** « J'ai interpellé par écrit le ministre de l'#Agriculture, @StTRAVERT, au sujet du projet de la nouvelle carte des zones agricoles défavorisées, zones soumises à contraintes naturelles » (#ZSCN) Ce projet pénaliserait de nombreux exploitants haut-garonnais. »

**f CHU de Toulouse / 30-01 :** « Le mercredi 7 Février : ALLONS Y A VELO ! Vous êtes de plus en plus nombreux à faire le choix du vélo pour vous rendre au travail ! Cette année, l'opération AYAV (Allons Y A Vélo) se décline en mode hivernal.

Le 7 février soyez nombreux à pédaler pour remporter le challenge AYAV inter-entreprises organisé sur toute la Métropole. »

**f Laurence Arribagé / 13-06 :** « Très honorée d'être nommée membre du Bureau politique des Républicains à l'occasion du Conseil national de notre Mouvement. Merci à Laurent Wauquiez et toute la nouvelle équipe dirigeante pour cette confiance qui m'engage. »

## POINTS DE VUE

# Faut-il installer des péages urbains À L'ENTRÉE DES GRANDES VILLES ?



**DROIT DE PASSAGE.** Si les tarifs des péages autoroutiers augmentent ce jeudi 1<sup>er</sup> février, une autre taxe touchant les automobilistes fait également l'actualité. Dans sa loi sur les mobilités attendue pour le printemps, la ministre des Transports Élisabeth Borne souhaite faciliter la mise en place de péages urbains par les municipalités afin de réduire la pollution, de limiter les embouteillages et d'inciter à l'utilisation des transports en commun. Florian Jutisz, vice-président de l'association 2 Pieds 2 Roues, et Pierre-Olivier Cavey, directeur des études et des campagnes de la Ligue de défense des conducteurs, reviennent sur ce sujet pour le JT.

**Doit-on mettre en place des péages urbains à l'entrée des grandes villes ?**

*Florian Jutisz :* Oui. Le constat est unanime dans la plupart des agglomérations du monde : l'air est pollué, le trafic saturé... 48 000 décès anticipés sont attribués chaque année en France à la pollution, dont l'automobile est le premier facteur. Il faut donc trouver des leviers pour inciter les gens à utiliser d'autres modes de déplacement.

*Pierre-Olivier Cavey :* Non. Le système n'est pas nouveau et remonte même au Moyen-Âge. À l'époque, l'octroi frappait les marchandises et les personnes à l'entrée des grandes villes. Le principal risque est la gentrification, l'entre-soi. L'accès au centre-ville va être coupé pour toute une partie de la population aux moyens financiers limités. L'impact sera donc social, si l'on pense par exemple à ceux souhaitant simplement emmener leurs enfants à l'école, mais aussi

économique, puisque les commerces urbains seront privés d'un segment de leur clientèle.

**Quel est l'enjeu du débat actuel sur ces péages urbains ?**

*Florian Jutisz :* Construire de nouvelles routes ne fonctionne pas. Si cela désengorge potentiellement le trafic à court terme, un appel d'air se crée rapidement. Ces axes de circulation encouragent l'urbanisation, génératrice de futurs embouteillages. En revanche, si des péages sont installés, les recettes devraient servir au développement des transports en commun et des modes de déplacement doux. Dans une ville comme Toulouse, cette manne représenterait plusieurs centaines de millions d'euros par an.

*Pierre-Olivier Cavey :* Après la vignette Crit'Air, qui pénalise les conducteurs n'ayant pas les moyens de posséder un véhicule récent en cas de pic de pollution, ces péages ciblent encore et toujours les mêmes personnes. À Londres, qui a instauré le système en 2003, il faut s'acquitter de 10 £ (environ 11 €, ndlr) à chaque passage. L'efficacité de la mesure n'a pas été démontrée. Certes, le trafic a d'abord baissé de 16 %, mais une densification a de nouveau été constatée ensuite car les gens sont tout de même forcés de se rendre en ville.

**Quelles solutions alternatives au péage urbain pourraient être déployées pour réduire la pollution de l'air et la circulation ?**

*Florian Jutisz :* Nous sommes porteurs d'un concept novateur, la contribution routière urbaine. À l'intérieur d'une zone définie, qui pourrait s'étendre à terme à toute l'agglomération, il faudrait s'acquitter du prix d'un ticket de métro pour se déplacer en voiture. Comme pour les transports, ce forfait serait valable une heure et demie, à la suite de quoi il faudrait payer à nouveau. Les technologies à disposition, à commencer par la vidéosurveillance, doivent permettre l'application du dispositif.

*Pierre-Olivier Cavey :* Nous proposons un changement de méthode : pour s'attaquer aux problèmes de circulation, il convient de commencer par la mobilité et les transports. Toulouse et de nombreuses grandes villes ont encore besoin d'étoffer leur réseau. Une fois cette étape franchie, il sera plus facile de sensibiliser les automobilistes, de leur présenter les alternatives à l'usage de la voiture. C'est en responsabilisant les conducteurs que leurs habitudes pourront se transformer, pas en les réprimant.

Thomas Gourdin ✍

## FLORIAN JUTISZ

> Vice-président de l'association toulousaine 2 Pieds 2 Roues, qui milite en faveur du développement des modes de déplacement doux et des transports en commun.



## PIERRE-OLIVIER CAVEY

> Directeur des études et des campagnes de la Ligue de défense des conducteurs, association nationale qui encourage la conduite responsable et décrypte l'information pour les automobilistes.

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

# UN NOUVEAU MONDE qui n'a plus rien de commun

**DIVORCE.** Au Conseil régional, le groupe Nouveau Monde en Commun, qui rassemblait à l'origine des élus écologistes, PCF, Parti de gauche et des régionalistes, n'existe plus. Un groupe baptisé Nouveau Monde a été créé fin décembre sans les quatre élus de la France Insoumise. Explications.

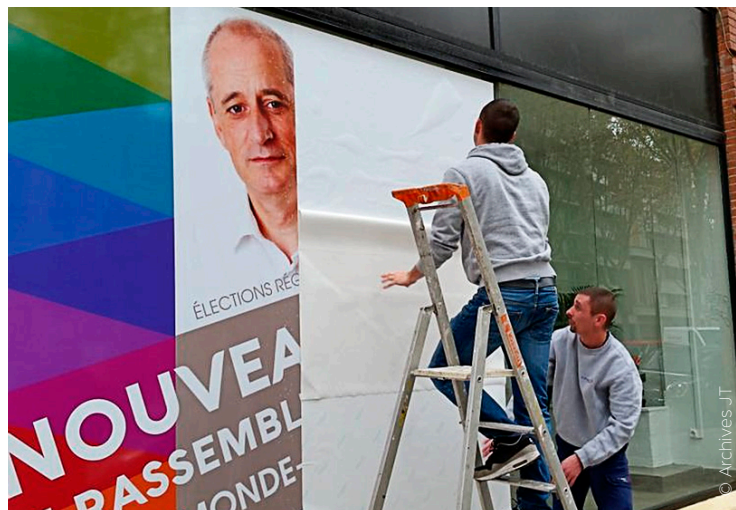
Le 22 janvier dernier, Liem Hoang Ngoc, Myriam Martin, Jean-Christophe Sellin et Guilhem Serieys, les quatre conseillers régionaux France Insoumise publiaient une déclaration où ils prenaient acte de la décision des élus EELV, PCF et régionalistes de fonder un nouveau groupe. Dans ce texte, ils regrettent notamment que ces derniers « se soient fortement éloignés des engagements [...] pris devant les électeurs » en défendant les orientations de la majorité PS au Conseil régional.

Nicolas Cossange, coprésident communiste du groupe Nouveau Monde, confirme sa création dès décembre dernier. « Cela ne fait que marquer sur un plan administratif une situation qui dure depuis un an. Je n'ai jamais entendu autant les élus France Insoumise se réclamer du groupe et être aussi unitaires que depuis cette semaine.

Il n'y avait plus de travail de groupe avec ces élus. »

Il pointe des postures permanentes alors que « 80 à 90 % de nos votes vont rester similaires ». Pour lui, les différends sur le fond n'étaient pas si graves puisque « c'était le concept même de cette expérience unique », née lors de la campagne pour les régionales et qui rassemblait en effet des sensibilités diverses.

Pourtant, plusieurs votes avaient montré des scissions au sein du groupe, notamment sur la question centrale du budget. « Quand on voit durant les votes qu'il n'y a aucune critique sur tel ou tel aspect du budget, sur telle subvention, que tout est voté, on se dit qu'il y a un problème et qu'il fallait faire une liste commune avec le PS », soulève Myriam Martin. « Mais on ne peut pas faire une liste en disant qu'on va poser les jalons d'une alternative. Malgré l'alliance, vous pouvez continuer de vous battre au sein de l'institution sur ce qui



a fait l'essence de votre candidature. » L'élue cite notamment l'augmentation du temps de travail pour les agents régionaux. « Quand vous abdiquez sur vos propres principes pour aller dans le sens de celui qui dirige... », s'insurge-t-elle, soulevant la mauvaise image renvoyée par les politiques. « En colère », Myriam Martin regrette « de découvrir les raisons de cette séparation au travers des réactions à notre communiqué alors qu'il n'y a pas eu de discussion préalable dans du groupe ».

Nicolas Cossange, lui, veut jouer l'apaisement, soulignant « la responsabilité des quatre élus qui ne sont pas allés jusqu'à rendre leurs délégations et qui sont restés dans la majorité ». Les élus de la France Insoumise ne peuvent pas constituer de nouveau groupe, le seuil ayant été fixé à sept membres au début de la mandature. Pas sûr pour autant que leurs voix s'entendent moins en tant que non inscrits.

Paul Périé ✍

POLITIC' PORTRAIT



## JOEL CARREIRAS veut redéfinir le PS

Ancien adjoint aux finances de Pierre Cohen, conseiller municipal dans l'opposition actuelle, Joel Carreiras fait partie de ces élus tombés très jeunes dans la marmite socialiste. Face à la décomposition de son parti, il a créé un club de réflexion pour redéfinir les valeurs socialistes.

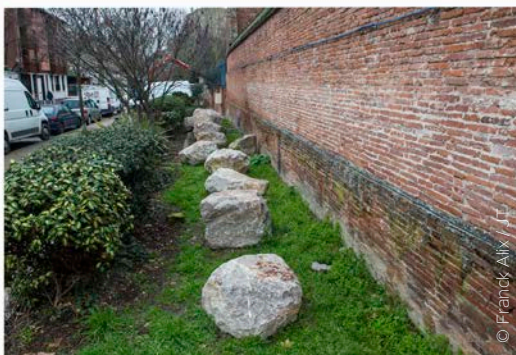
Joel Carreiras est un enfant de l'exil et un pur produit du Parti socialiste. Ce parti, il y adhère très tôt, à 17 ans. Un engagement politique qu'il doit à ses parents, des Républicains espagnols qui ont fui le Franquisme. À l'université, il milite à l'Unef, le syndicat étudiant qui a vu passer nombre de figures socialistes et dont il devient secrétaire général à la fac de Nanterre. Après avoir quitté les amphithéâtres, sa maîtrise de sciences politiques en poche, Joël Carreiras se retrouve à travailler pour Lionel Jospin, alors ministre de l'Éducation nationale. « Il m'a dit : "A l'Unef, tu as porté des revendications, maintenant tu vas venir au ministère pour les mettre en œuvre" », se souvient le socialiste.

Son parcours politique est étroitement mêlé à celui du ministre. En 1992, il devient son chargé de mission en région Midi-Pyrénées en vue des législatives. L'année suivante, Lionel Jospin perd les élections législatives, Joël Carreiras reste dans la région et rentre à l'université en tant qu'ingénieur d'études, poste qu'il a conservé depuis. En 2000, il est nommé au Conseil économique et social par Lionel Jospin, qui est alors Premier ministre et qu'il voit « comme une référence mais pas un mentor ». Le choc de 2002 marque un tournant décisif pour l'élue. « À l'époque, on parlait déjà de refondation. Chaque fois qu'on a perdu le pouvoir, cela a soi-disant été parce que la gauche aurait trahi, mais tous les partis politiques trahissent », affirme l'élue, à l'image du schéma de relance économique puis de rigueur cher au PS et qui, selon lui, a prouvé son inefficacité.

« Il y a un équilibre à trouver, à l'aune des nouveaux enjeux de notre société », martèle celui qui est également secrétaire national du PS. Cet équilibre, Joël Carreiras entend le théoriser avec Rencontres Progressistes, le cercle de réflexion qu'il a créé à la rentrée 2017 et qui propose des conférences-débats sur des thèmes aussi variés que la démocratie sociale ou l'école. Car pour construire une réelle opposition et reconquérir le pouvoir « il ne suffira pas de caricaturer Macron uniquement en libéral », souligne l'élue avant de prévenir : « Une vraie refondation, cela ne se fait pas en trois mois. Avec Mitterrand, on a mis dix ans. »

Vanessa Vertus ✍

### Une carte des LIEUX « ANTI-SDF »



La France Insoumise a dressé une cartographie des « mobiliers anti-SDF » à Toulouse. Alertés par les publications du sans-domicile fixe Christian Page sur Twitter, une dizaine de partisans de Jean-Luc Mélenchon ont recensé les arceaux au milieu des bancs ou les barres de fer devant les vitrines. Après un premier repérage pointant 28 sites, un second doit avoir lieu le 3 février dans les quartiers Patte d'Oie et Saint-Michel.

## SORTIR

De la culture au militantisme,  
IL N'Y A QU'UN SON

© Fabien Turbine

**DANCEFLOOR.** L'association culturelle La Petite lance son dernier concept de fêtes engagées. Le "Girls don't cry manifeste" ouvre ainsi sa première scène, samedi 3 février, à la DJ et productrice Emeraldia Ayakashi pour une soirée entre électro et hip-hop.

Carte blanche a été donnée à l'association La Petite pour la programmation de l'une des soirées de la Semaine de la culture urbaine. Présenté par le Conseil départemental, l'événement se consacre aux arts de la rue actuels et ouvre pour la première fois le Pavillon République, situé au centre même du bâtiment de la collectivité, aux structures culturelles toulousaines.

L'occasion pour La Petite de lancer un nouveau concept de soirées, le "Girls don't cry manifeste". L'association défendant la création des femmes dans les différents milieux artistiques, l'équipe a naturellement choisi le thème de « la place de la femme dans les cultures urbaines, comme l'électro ou le rap. » « Le but est de faire passer un message militant au travers de la musique et de la danse », explique Anne-Lise Vinciguerra, chargée

de développement de La Petite. Et la question mérite d'être soulevée car, comme elle le rappelle, « seules 20 % de femmes sont présentes sur les festivals électros et elles ne représentent que 8 % des DJs. »

Ainsi, pour sensibiliser le grand public à cette problématique, le "Girls don't cry manifeste" s'organise en deux parties. L'une visant à amener une réflexion collective au travers d'une vidéo-conférence sur l'histoire du mouvement hip-hop et du rôle qu'y tiennent les femmes. « Nous voulons

créer des fêtes engagées pour repolitiser le dancefloor et redonner aux musiques électroniques leur pouvoir de lutte et de transgression. Nous espérons faire comprendre au grand public qu'au-delà d'écouter ou de danser sur un son, il est pertinent de s'intéresser à tout ce qu'il y a derrière. L'électro et le rap, par exemple, sont des genres porteurs de messages militants, souvent politiques », précise Anne-Lise Vinciguerra. Le premier

« Nous voulons créer des fêtes engagées et redonner aux musiques électroniques leur pouvoir de lutte et de transgression »

étant marqué par les luttes pour les droits des LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres), le second pour les droits des Afro-Américains.

L'autre partie de soirée sera destinée à enflammer le dancefloor. « Une fois que les gens auront compris le message sous-jacent, ils ne danseront plus de la même manière. Mais le mot d'ordre reste la fête », commente la chargée de développement de la Petite. Et pour cela, Emeraldia Ayakashi sera derrière les platines pour assurer l'animation de la piste de danse. DJ, productrice, sound designeuse, beatmakeuse et cofondatrice du site Madame Rap, elle présentera un set éclectique et débridé.

Sur le même principe, La Petite se projette d'ores et déjà sur la programmation de trois autres "Girls don't cry manifeste" d'ici fin 2018. Si les prochains thèmes sont encore en réflexion, Anne-Lise Vinciguerra en donne un rapide aperçu : « L'expression artistique et militante de l'affiche aux réseaux sociaux, ou le pouvoir de transgression de la danse, sans oublier la corporalité et la culture queer. » Toujours dans l'idée de se réapproprier le dancefloor dans sa dimension festive, engagée et inclusive.

Séverine Sarrat ✍

Emeraldia Ayakashi et Éloïse Bouton ont créé en août 2015 le blog Madame Rap. Premier média en France dédié aux femmes dans le hip-hop, il référence aujourd'hui plus de 1 000 rappeuses issues du monde entier et tente de les mettre en lumière via des interviews, des playlists et des mixtapes.

🔗 [madamerap.com](http://madamerap.com)

## Infos PRATIQUES

Vidéo-conférence "La place des femmes dans le rap" de 16h30 à 18h.

Soirée animée par Emeraldia Ayakashi, de 20h30 à 23h.

Le 3 février au Pavillon République, au Conseil départemental. Entrée gratuite.



## Les MÉDIA-PITCHOUNES au cœur de l'actu

**ÇA TOURNE.** Ils préparent avec minutie leurs interviews, tendent le micro à des vedettes et trouvent normal d'être accrédités sur le Tour de France. À travers le sport et le journalisme, les Média-Pitchounes, âgés de 10 à 18 ans, élargissent leur horizon, bien au-delà de leur quartier de Bagatelle.

«Bon, vous allez reprendre tous les sujets et voir comment vous voulez les traiter.» À la maison de quartier Vestrepain, siège de l'association Média-Pitchounes au cœur des immeubles de Bagatelle, l'heure est à la conférence de rédaction. Comme tous les mercredis, l'animateur Laurent Girard réunit ses troupes autour d'une table. Pour la huitième année, des adolescents vont couvrir le Tour de France, accrédités tels des journalistes professionnels. « Je trouvais qu'on l'avait assez fait, mais comme Toulouse est candidate pour être une ville étape, on s'est dit que nous n'allions pas arrêter maintenant que le Tour arrive! », s'exclame Laurent Girard. « On aimerait même qu'il parte de Bagatelle... ». L'édition 2018, qui garde le nom de code "Le Tour au pied des tours", sera suivie par cinq jeunes se destinant au journalisme. Épaulés d'un réalisateur, ils changent cette fois leur traitement médiatique: exit les chroniques quotidiennes sur leur site Internet, ils se lancent dans un documentaire sur les à-côtés du Tour, qui pourrait bien être diffusé dans les écoles.

Les sujets prévus sont très variés : les hordes de médias, les supporters, les transferts, les lendemains de nettoyage à Saint-Lary... Jade, 14 ans, note tout. Elle propose d'in-

terviewer ceux qui s'occupent des caravanes publicitaires. « Parce qu'avant qu'ils partent, c'est du délire! » Hayet, 15 ans, s'amuse d'avance à traiter de logistique avec la pause des barrières. Malo, 14 ans, montera sans doute en voiture avec les gendarmes.

« Et pour la présentation des équipes de sportifs ? Des interviews comme on avait fait en Angleterre et à Düsseldorf, au départ du Tour ? », lancent-ils, aguerris. Non, tranche Laurent Girard, cette année, elle se fera en images et tout le monde se relaiera à la caméra. Souvent, c'est Mazarine, 14 ans, qui filme avec Vanille Beernaert, l'animatrice vidéo qui déruse les images chaque soir pour monter de petits films.

La question des accréditations sera abordée par Jade et Laurent avec Amaury Sport Organisation, qui s'occupe du Tour de France. Et ils profiteront de leur déplacement à Paris pour être reçus dans les locaux du quotidien "Libération".

« À travers tout cela, nous souhaitons mettre en avant des choses positives sur les quartiers ! On se sert du sport pour faire passer un message de citoyenneté, d'interculturalité et de mixité », rappelle Laurent Girard, qui a créé Média-Pitchounes en 2005. Désormais, l'association compte une trentaine d'inscrits, âgés de 10 à 18 ans.

« Au début, on faisait surtout de l'éducation aux supporters », retrace l'animateur. Ils ont d'ailleurs été élus meilleurs supporters par l'UEFA, l'instance qui chapeaute le football européen. La première interview a donc été pour le Toulouse football club. « Ce

*« On se sert du sport pour faire passer un message de citoyenneté, d'interculturalité et de mixité »*

ne sont pas juste des rencontres, les jeunes préparent leurs questions, ils ont une posture particulière quand ils s'adressent aux gens et les écoutent », ajoute Laurent Girard. « Je me sens moins timide », assure Margaux, 18 ans. « Ça aide au niveau des oraux. » D'autant qu'ils voient du beau monde. Hayet a interviewé un ministre des Sports et Jade a même demandé à François Hollande: « Si l'on mettait un de vos ministres sur le départ du Tour de France, qui aurait le maillot jaune (celui du leader du classement, ndr) ? » La réponse présidentielle : « Emmanuel Macron ».

Deux clubs de boxe étant hébergés dans la même maison de quartier, ils se sont tout naturellement intéressés au sujet. Ainsi Sofiane Oumiha a été l'un des filleuls des Pitchounes. Depuis, il est devenu champion olympique à Rio et champion du monde des poids légers. Les enfants se sont aussi lancés dans le Tour de France à la voile et ils testent régulièrement diverses disciplines, comme le roller-hockey, le hip-hop, le basket, le ski... Dernier projet fou : "Tous en selle". Du 14 au 25 avril, ils seront 21 à se relayer pour pédaler de Toulouse à Paris aux côtés d'Eddy Estrapé et de Cédric Andrieu, de l'association Dassos. Ils pourcourront la bagatelle de 900 kilomètres afin de récolter des fonds pour aider la recherche contre la spondylarthrite ankylosante. C'est aussi ça l'esprit Pitchoune : ne pas seulement braquer sa caméra sur les autres, mais d'aller vers eux et faire jouer la solidarité.

Charline Poullain ✍  
media-pitchounes.fr 🔗



## UN NEZ CONNECTÉ pour une meilleure santé



Rubix Wear mesure environ un centimètre sur deux. Ce concentré de technologie est le dernier né de la start-up toulousaine Rubix Senses & Instrumentation. Celle-ci s'est spécialisée dans l'analyse et l'expertise des nuisances, notamment au travail. Un petit boîtier fixe contenant des capteurs est ainsi capable d'enregistrer « tous les paramètres susceptibles d'influer sur la productivité des collaborateurs » explique Jean-Christophe Mifsud, le président-fondateur de Rubix Senses & Instrumentation. Outre la température et l'humidité,

la lumière, le bruit, les particules, la pression ou encore les vibrations sont pris en compte.

Et la société a relevé le défi de la miniaturisation, afin que son nez puisse se connecter. Cette nouvelle version s'adresse en premier lieu aux sportifs et aux parents.

Pour le moment, Rubix Wear possède trois niveaux d'analyse : la qualité environnementale, la qualité alimentaire et l'état de santé. Hypochondriaques, passez votre chemin : le nez a pour ambition de détecter certaines affections. « C'est comme un monitoring en continu » s'enthousiasme Jean-Christophe Mifsud. Il explique :

**FLAIR.** Le nez électronique connecté Rubix Wear a pour ambition de révolutionner le mieux vivre. Il saura mesurer la pollution de votre commune sur le chemin de la crèche, la fraîcheur des produits sur l'étal de votre poissonnier ou encore vérifier votre taux de sucre dans le sang.

« Les fluides humains sentent et varient selon les pathologies. Il y a 6 millions de diabétiques qui s'ignorent en France, ainsi que les malades au long cours, impactés par la pollution ou la dégradation de l'alimentation. »

Le chef d'entreprise ne nie pas le potentiel anxiogène de son invention mais, pour lui, c'est un moyen d'évoluer vers des remèdes. En effet, si chaque porteur du Rubix Wear devient ainsi son propre analyseur, « à terme, toutes les données vont fusionner et construire une pyramide de fiabilité ».

Et selon Jean-Christophe Mifsud, le champ des applications possibles est infini, notamment au niveau professionnel. On pourra ainsi s'assurer de la qualité olfactive d'un même hamburger aux quatre coins du monde, échanger le bouquet de ses vins et fromages préférés, partager un parfum... Rubix Wear devrait être disponible en décembre 2018, sur Internet. La version bracelet connecté est pour le moment privilégiée à celle d'accessoire pour smartphone.

Marie Larpent ✍

# #SHUTUPDEATH



NIGÉRIA : MÉDECINS DU MONDE RÉHABILITE DES CENTRES DE SANTÉ DÉTRUITS PAR LE CONFLIT ET SOIGNE LES POPULATIONS DÉPLACÉES. FAITES UN DON SUR [MEDECINSDUMONDE.ORG](http://MEDECINSDUMONDE.ORG)





Forme : SASU Dénomination : EVO-LUENCE au capital de 5000,00 €. SIÈGE : 1 place du Capitole 31000 Toulouse, 818 186 611 RCS TOULOUSE. L'AGE du 24/01/2018 a décidé d'étendre l'objet social de maçonnerie à maçonnerie et construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels à compter du 24/01/2018. Modifications au RCS TOULOUSE.

**DIVERS**



S.A Colomiers Habitat 8 Allée du Lauragais - BP 70131 - 31772 COLOMIERS CEDEX. VENTE D'UN PAVILLON VACANT à BOULOC - Résidence BEAULIEU - Année 1998 - T 4 de 84 m<sup>2</sup> - 21 Rue du Vieux Stade - Prix de Vente réservé aux locataires de Colomiers Habitat 129 500 € - Prix de vente aux extérieurs 142 500 € DPE : C - Contactez le Service Vente au 05 81 501 501

Suivant acte sous seing privé en date du 19/12/2017 à Paris, Emmanuel Deniaux, 15, rue de l'Hôpital, 31410 Longages, a fait apport à la Société NEXUA, Société à responsabilité limitée au capital de 50.000 euros, dont le siège est 15, rue de l'Hôpital 31410 Longages, un fonds de commerce de développement informatique, exploité 32, rue Noulet, 31400 Toulouse, sous le nom commercial Emmanuel DENIAUX - NEXUA, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro RCS TOULOUSE 443 713 615 00021.

Les éléments incorporels et corporels dudit fonds ont été apportés pour une valeur de CINQUANTE MILLE (50.000) euros.

La date d'entrée en jouissance a été fixée au 31/12/2017.

Cet apport a été effectué moyennant l'attribution à Emmanuel DENIAUX de 50.000 parts sociales de la Société NEXUA.

La Société deviendra propriétaire du fonds apporté à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, mais les opérations effectuées depuis le 31/12/2017 concernant l'exploitation dudit fonds, seront réputées faites pour son compte.

Les créanciers de l'apporteur disposeront d'un délai de dix jours à compter de la dernière en date des publications légales pour faire la déclaration de leurs créances au Greffe du tribunal de commerce de TOULOUSE

**SOPHR' A LA VIE**  
Société à responsabilité limitée  
Au capital de 4.500 €  
Siège : Le village 31420 AULON  
RCS TOULOUSE 504 157 413

Le 25/01/2018, l'associée unique a décidé à compter de ce jour :

-de modifier l'objet social pour : les activités des sophrologues à vocation thérapeutique (nouvel objet) en remplacement de l'activité d'agent immobilier ; transactions et locations sur immeubles et fonds de commerce ; toutes activités de prestations de services afférentes à ces activités (ancien objet)

-de modifier la dénomination de la société IMMOBILIER SUR GARONNE (ancienne dénomination) en SOPHR' A LA VIE (nouvelle dénomination)

-de transférer le siège de 12 rue de l'Hôtel de Ville 31220 CÂZERES (ancienne adresse) à Le village 31420 AULON (nouvelle adresse).

**Projéo**  
Société par actions simplifiée  
Au capital de 422.313 €  
Siège : 1, rue des Pénitents Blancs  
31010 TOULOUSE  
RCS TOULOUSE 414 370 353

Le 30/01/2018, l'associé unique a décidé de modifier la dénomination de la société « SCGA » (ancienne dénomination) en « Projéo » (nouvelle dénomination), à compter de ce jour.

**RECTIFICATIFS**

**RECTIFICATIF à l'annonce parue le 18.01.2018 journal 772**

Il convient de supprimer dans l'objet social de AJE Investissement : De prévenir les inconvénients d'une indivision, en particulier l'action en partage et la règle de l'unanimité, D'organiser la transmission au sein de la famille.

**RECTIFICATIF à l'annonce parue le 18.01.2018 journal 772**

Il convient de supprimer dans l'objet social de JLM Patrimoine : De prévenir les inconvénients d'une indivision, en particulier l'action en partage et la règle de l'unanimité, D'organiser la transmission au sein de la famille.

**RELIEFDOC**  
Société par Actions Simplifiée  
Au capital de 333.410 Euros  
ZA PRAT - 17 Avenue Prat Gimont  
BALMA (31130)  
RCS TOULOUSE 301 241 972

**Avis de rectificatif**

Rectificatif à l'annonce parue dans le Journal n°769 du 21/12/2017 concernant la société RELIEFDOC portant transformation de la société en SARL, il y a lieu de lire en complément :

« En conséquence de la transformation en société à responsabilité limitée, le Président sous l'ancienne forme de la société, soit la société CEMAP GESTION, SARL au capital de 2.802.900 Euros, dont le siège social est sis 696 route de Cagny 80000 AMIENS, immatriculée au RCS d'AMIENS sous le numéro 301 241 972, représentée par son gérant Monsieur Arnaud PROUVOST, est partant.

De même, l'assemblée des associés a décidé de mettre fin aux mandats des commissaires aux comptes de la société, en l'occurrence de la société SYGNATURES, commissaire aux comptes titulaire, et de Madame Laure MULIN, commissaire aux comptes suppléant, avec effet immédiat. »

**Pour avis et insertion.**

Additif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 18/01/18 concernant la constitution de la S.C.I. LES TOURELLES. Il convient de préciser que les statuts ont fixé le capital social minimum à 1€.

ADDITIF : SCI MIDCAMP (Journal Toulousain n°772 du 04/01/2018), il y a lieu d'ajouter : La SCI MidCamp a pour objet l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers ou mobiliers, de tous biens, droits et obligations pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers ou mobiliers en question. Et, généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et respectant le caractère civil de la société. La SCI MidCamp est constituée pour une durée de quarante-neuf (99) ans.

Le GIP PPLE lance le portail : **PPLE.fr**



**Le site de référence des informations et de la publicité légale des entreprises**

**Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :**

- l'APTE (Association de la Presse pour la Transparence Économique),
- le CNGTC (Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce),
- la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative),

mettent à disposition des usagers un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : **PPLE.fr**



Accessible à partir de l'adresse **www.pple.fr**

ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

- **actulegales.fr** qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;
- **bodacc.fr** qui détient les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;
- **Infogreffe.fr** qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.

Mis en œuvre dans le cadre du GIP (Groupement d'intérêt public) PPLE, le portail offre la possibilité de rechercher une entreprise, soit par :

- l'utilisation de mots-clés à travers une recherche « full-text » ou une recherche avancée,
- soit via le département en cliquant sur une carte de France,
- soit par le code APE,
- soit encore en affichant les dernières entreprises ayant enregistré un mouvement.

Le site offre l'accès à plus de 8 millions d'entreprises et indique pour chacune d'elle, les informations ou publicités légales disponibles sur les sites partenaires. L'utilisateur peut ensuite afficher l'information qu'il recherche directement sur le site partenaire (Infogreffe.fr, Bodacc.fr ou Actulegales.fr).

La mise en place de ce portail vise à contribuer à la transparence économique en associant les 3 acteurs français de la publicité légale.



**CONTACTEZ-NOUS !**

**Pour votre DÉPÔT d'annonces légales et judiciaires et vos demandes de DEVIS**



32 Rue Riquet, 31000 Toulouse



09 83 27 51 41



**annonceslegales@lejournaltoulousain.fr**